Crédits provisoires

ce que les Canadiens reçoivent des services publics efficaces, et je veux dire par là tous les ministres et pas seulement le président du Conseil du Trésor. Je fais mon travail avec tellement d'enthousiasme que parfois je me laisse emporter.

● (1530)

M. Paproski: Comme cet après-midi.

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: Il y a quelques semaines, j'ai dit être le seul à vouloir vraiment limiter les dépenses publiques; je parlais bien sûr pour le Conseil du Trésor dont le ministre des Finances est également membre et auquel siègent neuf autres ministres comme membres permanents ou suppléants. Mais même ainsi, j'ai peut-être été injuste pour mes collègues. Ils sont chargés de programmes essentiels pour l'économie et le progrès social et culturel du Canada; il est donc naturel qu'ils veuillent constamment améliorer et étendre ces programmes et, en général, ces améliorations coûtent de l'argent. Comme les ressources sont toujours limitées, le Conseil du Trésor doit malheureusement intervenir pour appliquer la politique de dépenses d'ensemble établie par tous les ministres.

Je puis assurer à la Chambre que la grande majorité des demandes présentées au Conseil du Trésor par les ministres se conforme aux directives financières et aux priorités sociales établies par le cabinet; mais je dois signaler que les rares demandes qui vont au-delà de ces directives ne sont pas rejetées automatiquement. Le ministre responsable discute amicalement de la question avec le trésorier; parfois il réussit à me convaincre que les dépenses envisagées sont vraiment essentielles et urgentes et, parfois, je réussis à le convaincre que le programme peut être différé ou étalé sur plusieurs années.

Je tenais à faire ces observations, monsieur l'Orateur. J'ai retranché une partie de mon discours, car je m'intéresse tellement aux mécanismes du gouvernement que je ne voulais pas suivre mon instinct naturel et jouer les politiciens, car la Chambre n'est faite que de cela! Si je le faisais, je suis certain que cela ennuirait mes amis d'en face. Je ne voudrais pas qu'ils fassent trop piètre figure aux yeux du public, car ils sont si susceptibles que le public pourrait les croire à jamais incapables de former un gouvernement! Je ne tiens pas bien sûr à gouverner pendant des générations et des générations.

Une voix: Parlez pour vous, Jean.

M. Paproski: Ce sera fini après 1978.

Une voix: En 1978, vous siégerez de ce côté-ci.

M. Chrétien: J'adore les débats de ce genre, monsieur l'Orateur, ils apportent un peu de vie à la Chambre des communes. Mon bon ami de Hamilton-Ouest (M. Alexander) est tout à fait d'accord avec moi. Il est nécessaire, à l'occasion, de discuter certains points des crédits provisoires, parce qu'il nous faut de l'argent pour fonctionner jusqu'à la fin juin. Il va de soi qu'en comité, les députés pourront scruter toutes les dépenses. Nous disposons pour cela d'une bonne procédure. Mais il nous faut l'autorisation de dépenser, à titre provisoire, jusqu'au 30 juin. Tous les députés des différents comités de la Chambre pourront m'interroger. Ils pourront interroger aussi les ministres sur leur budget et sur le fonctionnement de leur ministère.

En conclusion, monsieur l'Orateur, je dirai qu'avec ce bill, nous entamons une nouvelle façon de procéder. J'ai été un peu surpris, je m'attendais à un long débat en deuxième

lecture. Il est évident que j'ai beaucoup travaillé à ce discours...

Des voix: Bravo!

M. Chrétien: ... pour faire plaisir à mes honorables amis, mais j'en ai supprimé plusieurs pages qui présentaient souvent un caractère très politique. Laissons donc de côté la politique, et revenons-en aux chiffres. Je suis toujours disposé à collaborer avec les députés, à leur donner tous les renseignements possibles. J'ai tenu compte de plusieurs de leurs recommandations. Je suis heureux d'ajouter que le comité des comptes publics a appris à travailler dans l'harmonie. Nous avons même établi un précédent l'autre jour; le président de ce comité appartient à l'opposition, l'Auditeur général et moi-même étions présents, et tous trois, nous avons été tout à fait d'accord. C'est comme cela, je pense, qu'on arrive à limiter les dépenses de l'État. Il ne s'agit donc pas de savoir si nous siégeons, du côté gouvernemental ou de l'autre. Nous avons collectivement le devoir de veiller à ce que l'argent soit bien dépensé. Je n'appartiens pas au Crédit social, et il est dommage qu'aucun député de ce parti ne se trouve actuellement en Chambre.

Une voix: Non, c'est déplaisant.

M. Chrétien: Nous n'imprimons pas l'argent; nous le prenons aux contribuables, et c'est pourquoi nous devons prendre soin de chaque cent.

M. Alkenbrack: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je voudrais poser une question au ministre à propos de l'annexe du bill C-91.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre, je vous prie. Il faudra attendre d'être en comité plénier. Actuellement nous en sommes à l'étude de la motion de deuxième lecture. Nous ne pouvons débattre actuellement que le principe du bill. Le moment n'est pas encore venu d'entendre des questions.

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur l'Orateur, je pense qu'il avait été entendu que le ministre ferait sa déclaration, et que, tout de suite après, la Chambre se formerait en comité plénier pour s'occuper de ces questions. Voilà. Le leader du gouvernement n'est pas ici, mais je pense que c'est ce qui a été convenu.

M. Chrétien: C'est ce qui a été convenu.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le vote.

M. l'Orateur adjoint: A l'ordre. Il n'existe pas de résolution formelle, mais il semble qu'il y a eu entente.

La motion est adoptée, le bill est lu pour la 2^e fois et la Chambre se forme en comité plénier sous la présidence de M. Laniel.

Sur l'article 2.

M. Stevens: J'invoque le Règlement, monsieur le président. Si j'ai bien compris le président du Conseil du Trésor, le ministre des Finances serait disposé à nous fournir des explications sur ses besoins d'emprunt comme il ressort de l'article 5 du bill à l'étude. Je me demande si le ministre pourrait donner suite à cette suggestion et demander au ministre des Finances de témoigner.

M. Chrétien: Monsieur le président, j'en ai discuté avec le ministre des Finances durant la période des questions, et il a dit qu'il se tiendrait à la disposition de la Chambre pour expliquer les demandes d'autorisation d'emprunt présentées dans le bill. Je pense que c'est un meilleur procédé, car je sais que les députés restaient sur leur appétit avec la règle précédente: elle laissait à désirer.